



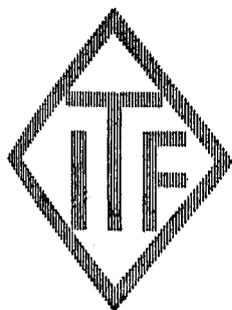
# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

Amsterdam, le 17 avril 1937.

N° 8  
5ème année



## Des ouvriers italiens sont transportés com- me des esclaves.

(I.T.F.) Le gouvernement fasciste embauche des chômeurs italiens pour aller travailler en Abyssinie mais ensuite il les expédie en Espagne comme si c'était des esclaves et les met comme chair à canon à la disposition des généraux insurgés.

La vicomtesse Hastings, italienne de naissance qui a eu de la part du gouvernement espagnol l'autorisation de parler librement à des prisonniers de guerre italiens, a communiqué ce qui suit à la "Press Association": "Les autorités m'ont permis de passer librement deux jours avec les prisonniers. J'ai pu constater que tous avaient été faits prisonniers pendant la deuxième et la troisième semaine de mars mais qu'ils étaient arrivés en Espagne à des époques différentes entre fin novembre et le 8 mars.

Un mois plus tôt ils s'étaient librement engagés pour un service de deux ans dans les colonnes ouvrières en Abyssinie et avaient à cet effet été envoyés dans un camp d'apprentissage. Tous avaient été chômeurs ou bien ne gagnaient pas assez pour pouvoir nourrir leurs familles. Au camp on les avait subitement invités à se faire engager comme volontaires pour un lieu inconnu." La solde élevée les attirait: 20 lires par jour à payer à leurs familles aussi longtemps qu'ils se trouveraient en dehors de l'Italie. Avec cela pour eux, la solde régulière d'un soldat c'est-à-dire 5 lires par jour dont les deux tiers cependant étaient affectés à la nourriture.

J'eus l'impression que beaucoup d'entre ces simples soldats avaient été surpris et irrités en constatant à leur arrivée à Cadix qu'ils devaient combattre des Espagnols. Certains croyaient que les Bolchewiks--ils voulaient désigner par là les Russes--avaient détruit toutes les villes d'Espagne et qu'on avait besoin d'ouvriers spécialistes pour les reconstruire. Ils devraient d'abord faire quelques services de police et être ensuite occupés dans leur métier.

Un ou deux disaient qu'ils avaient été très étonnés à leur arrivée de constater qu'il y avait encore des villes espagnoles surtout du côté de gouvernement." (Cité selon le "Manchester Guardian" du 31 mars.

Un contrat collectif corporatif. (I.T.F.) La corporation pour l'industrie agricole et forestière est la première organisation véritablement corporative d'Autriche. Dans l'agriculture et l'industrie forestière il n'existait pas comme dans l'industrie, les transports, l'artisanat et le commerce, des groupements séparés pour ouvriers et employés d'une part et employeurs d'autre part. L'ensemble des ouvriers agricoles ne constituent qu'une section de la corporation de l'industrie agricole et forestière et n'ont même pas le droit d'adhérer à la "Commission syndicale" fasciste.

Des contrats collectifs ne sont plus conclus qu'entre les deux parties de la corporation, celle du "patronat" et celle du "salarariat agricole". C'est la dictature catholique qui désigne le représentant du salariat agricole. Le contrat collectif qui vient d'être conclu pour les ouvriers travaillant sur les grandes propriétés de Basse Autriche, le premier réalisé au sein de la corporation, montre clairement combien les ouvriers ont à souffrir des conséquences du régime corporatif. Par le remaniement du classement des régions agricoles, plus de mille ouvriers ont été transférés de la classe I des salaires dans la classe II, ce qui a entraîné pour eux une diminution de leur revenu de 10%.

La municipalité de Vienne, la plus vaste entreprise agricole de Basse-Autriche n'a pas manqué de saisir cette occasion. Elle a adapté les conditions de travail en vigueur sur ses domaines à celles du contrat collectif corporatif réduisant ainsi les salaires des ouvriers agricoles et forestiers à son service, de montants allant de 20 à 25%. (Pour les rédactions: Voir pour la corporation de l'industrie agricole et forestière le numéro du 21 septembre 1935 de "Fascisme".)

Action pour une augmentation des salaires en Autriche.

(I.T.F.) Les ouvriers de l'industrie automobile de Vienne dont le mouvement mené en faveur d'une augmentation des salaires avait, l'année dernière, été étouffé par le Syndicat unique fasciste, ont à nouveau tenté d'arracher des augmentations. Dans une des conférences convoquées par le Syndicat unique pour l'industrie automobile (le 3 avril) un ouvrier des Saurer-Werke a insisté pour une augmentation des salaires alléguant que "les prix pour les articles et aliments de première nécessité n'ont jusqu'ici non seulement pas baissé, mais ont même continué à monter". Un ouvrier des Steyr-Werke protesta contre le fait "qu'un unique ouvrier doit faire annuellement de 1.000 à 1.020 heures supplémentaires et que dans une série d'entreprises le nombre des heures supplémentaires a doublé ces dernières années". Si dans les exposés officiels on continue à affirmer que les prix des denrées alimentaires n'ont pas sensiblement monté, ce n'est là qu'une manière d'aider les employeurs. Il est inadmissible que l'on laisse les prix monter et que tout simplement on ignore la hausse du coût de la vie". (Arbeiter

Rauscher est enfin en liberté.

(I.T.F.) Le conducteur des chemins de fer fédéraux autrichiens Franz Rauscher condamné dans le procès contre les socialistes viennois pour activité "illégal" à neuf mois de prison, a à présent été enfin élargi après avoir été écroué pendant 31 (!) mois. A la longue les protestations incessantes des organisations ouvrières et de la presse des pays civilisés de l'étranger, étaient devenues intolérables à la dictature autrichienne.

Le portrait du ministre.

(I.T.F.) La direction générale des postes autrichiennes, ainsi que la Cour des Comptes (l'unique autorité qui contrôle du moins certaines parties des finances publiques autrichiennes) le communique dans son rapport sur l'exercice 1936, verser une somme de 2.700 schillings environ des ressources publiques à une maison d'édition de photographies pour le remboursement de portraits invendables de l'ancien directeur général des postes qui entretemps avait pris sa démission et d'un ministre du Commerce et des Communications n'exerçant plus ces fonctions. La Cour des Comptes néglige hélas de dire qui a donné l'ordre de faire cette publicité de mauvais goût. Il est probable que le vaniteux ministre et le vaniteux directeur général aient eux mêmes fait éditer leur propre portrait.

Les nazis craignent les élections dans les entreprises. -- Un avou. -- (I.T.F.) "Der Vertrauensrat", l'organe de l'Office social du Front allemand du travail écrit dans son numéro du

10 avril: " Cette année aussi le gouvernement du Reich a ordonné que la période de fonction des membres des Conseils de confiance soit prolongée d'un an, c'est-à-dire jusqu'au 30 avril 1938.... Cette mesure du gouvernement a été accueillie avec satisfaction (!) dans tous les milieux intéressés .....attendu qu'il vaut mieux dans les temps actuels de transition, éviter les corollaires qui accompagnent sans aucun doute de pareilles élections.

D'autre part cependant --il est utile de le déclarer une fois nettement-- un homme de confiance qui conçoit ses fonctions comme il se doit (suivant l'avis du Front du Travail) risque de ne pas être ré-élu par des salariés peu raisonnables (?)

Cela n'implique point qu'on ne pourra pas à une époque ultérieure, procéder à de nouvelles élections ou de nouvelles désignations des conseils de confiance " .

### L'épidémie des bonzes.

(I.T.F.) Les débauches des bonzes du Front allemand du travail et de la Corporation de l'agriculture ont pris une telle ampleur que même le périodique "Die deutsche Volkswirtschaft" qui a des liens avec le ministre de la Propagande, le Dr. Goebbels, va (dans son numéro du 21 mars) jusqu'à recommander plus de mesure; les catégories les mieux payées des quelque 50.000 bonzes du Front du travail et de la Corporation de l'agriculture gaspillent à pleines mains, imitant l'exemple des Hitler, Göring et Goebbels, les cotisations extorquées aux ouvriers et employés, aux artisans et petits commerçants, aux paysans et fermiers. Au moyen de fastueux palais et de luxueuses automobiles, ils cherchent à surpasser les uns les autres. La feuille nazie se plaint de la tendance de personnalités locales de vouloir s'immortaliser en faisant construire de grands immeubles représentatifs.... Nous ne pouvons en outre pas négliger d'indiquer qu'il y a des autorités qui, malgré la pénurie de carburants, continuent à parader dans de coûteuses voitures ce qui ne saurait pas être considéré par le peuple comme conforme à l'esprit national-socialiste; et cela d'autant moins lorsque ces dépenses doivent être payées par des cotisations des montants les plus bas."

Le journal considère qu'une restriction énergique des organisations qui grossissent encore, est impérieusement nécessaire" attendu que "la guerre menée sur le papier par des autorités tout à fait improductives et pédantes occupant des dizaines de milliers d'employés, est devenue une véritable épidémie".

Un journal nazi saurait à peine être plus explicite!

### Le mouvement des ouvriers spécialistes allemands.

(I.T.F.) Les mesures rigoureuses de Göring n'ont pas réussi à étouffer le mouvement revendicatif des ouvriers spécialistes allemands. Bien que les ouvriers spécialistes sachent qu'en cas de changement d'emploi n'ayant pas été approuvé d'avance par écrit par le bureau de placement, il s'exposent à des peines de prison jusqu'à trois mois (Arrêté du 11 février 1937), ils continuent à arracher des augmentations de salaires en menaçant de changer d'emploi, ou bien ils tournent les dispositions avec l'aide des officiers techniques de la section de l'armée pour la défense économique.

En Rhénanie les ouvriers spécialistes dans les industries de guerre ont réalisé des succès notables. Le président de l'Office de placement pour la Rhénanie écrit (Frankfurter Zeitung du 4 avril); "Une grande partie des demandes de changement d'emploi a obtenu satisfaction... Dans bien des cas en outre, le désir des ouvriers spécialistes de changer a amené de manière automatique et générale une amélioration des conditions de travail".

Il est vrai que dans les provinces rhénanes les conditions sont favorables aux ouvriers des industries de guerre. Une partie des établissements affectés aux armements sont transférés en Allemagne centrale et orientale et une partie des ouvriers spécialistes de ces entreprises suivent. L'armée attache beaucoup d'importance à ces transferts. Cela permet d'exercer une plus forte pression sur les industriels d'Allemagne occidentale que dans d'autres régions industrielles.

Une visite de politesse au bailleur de fonds.-----

(I.T.F.) C'est au gros industriel de la Ruhr Kirdorf que Hitler doit les immenses subventions qui lui ont été versées par l'industrie lourde rhénane. Dans une interview accordée au "Preussische Zeitung" (Königsberg, du 3 janvier 1937), l'industriel Emil Kirdorf a déclaré: "En 1927, Hitler m'a exposé dans un entretien de 4 heures et demie tous les détails de son programme. Ses idées m'ont à tel point enthousiasmé que je me suis entièrement déclaré d'accord avec ce qu'il me soumettait. J'ai prié le Führer de résumer dans une brochure l'exposé qu'il m'avait fait. J'ai ensuite distribué cette brochure sous mon nom dans les milieux industriels et économiques. A la suite de cette brochure divulguée par moi, plusieurs entretiens ont eu lieu avec le Führer et des personnalités de premier plan du bassin de la Ruhr.

Kirdorf était connu en Allemagne comme un adversaire fanatique des syndicats. Cela en dit long que malgré cela Hitler s'est rendu chez lui et que Kirdorf adhéra au parti nazi. Les industriels qui voyaient pour commencer avec suspicion le nom de parti "ouvrier" national-"socialiste" furent tranquilisés par les recommandations de Kirdorf. Ils payèrent et Hitler leur a prouvé sa reconnaissance.

L'année dernière il fit solennellement célébrer le 90ème anniversaire de son bailleur de fonds, Kirdorf et cette année, l'anniversaire clôturant la 90ème année de l'industriel fut célébré comme une espèce de fête officielle (le 8 avril). Le ministre de l'Economie nationale le Dr. Schacht vint présenter les félicitations du gouvernement et le ministre Hess offrit un buste d'Hitler reconnaissant. Enfin Hitler lui-même fit une visite de trois heures dans sa propriété à l'homme qui pendant des années l'a entretenu, lui et son parti.

Dans son discours, Schacht fit les éloges de Kirdorf qui "avait tout lieu d'être satisfait d'avoir pu atteindre tous les buts que dans sa vie il s'était fixés." ("Rheinisch-Westfälische Zeitung" du 8 avril). Le vieux réactionnaire aura souri en l'écoutant, car en effet il a atteint son but principal: il y a 22 ans lors d'une conférence de l'Association pour la politique sociale à Mannheim, il avait clairement exposé son programme social qui était de ne jamais négocier par principe avec des organisations ouvrières. Le représentant de l'Association centrale des industriels allemands commenta ainsi à cette époque, les conceptions de Kirdorf: "Nous sommes d'avis que lorsqu'un ouvrier a signé un contrat de travail, la décision définitive appartient à l'employeur. Nous avons l'opinion que, comme dans l'armée, une certaine hiérarchie doit régner dans les entreprises industrielles. Nous adoptons le point de vue que seul le contrat individuel entre en ligne de compte" (cité suivant le procès-verbal officiel).

Le Troisième Reich a apporté la réalisation de tous ces vœux C'est l'employeur qui est le maître dans l'entreprise, s'appuyant sur le lois édictés par la dictature hitlérienne. Il n'y a plus de contrats collectifs; tout ce qui existe encore ce sont des contrats individuels que l'employeur a, dans une vaste mesure le droit de modifier de manière unilatérale. Le "Front allemand du Travail" considère les employeurs comme des "officiers dans l'armée sociale". Dans les entreprises d'intérêt vital en temps de guerre les ouvriers relèvent de la loi martiale et c'est le patron qui détient le commandement.

Le porte-parole des industriels avait déclaré il y a 20 ans de manière apaisante que même si tous les desiderata patronaux exposés par lui étaient réalisés, ils ne pourraient encore guère être question de "despotisme des fabricants" étant donné que les ouvriers disposent de deux armes puissantes contre le despotisme patronal, à savoir le suffrage universel et la liberté de presse. Hitler a privé les classes laborieuses de ces deux armes. Un despotisme sans borne règne dans le Troisième Reich. L'argent des barons de l'industrie a produit des intérêts. Ils ont atteint "tous les buts qu'ils s'étaient fixés".

L'industriel Kirdorf est formidablement haï des travailleurs d'Allemagne occidentale. C'est pourquoi le Front allemand du travail n'a pas risqué de prendre part officiellement à sa fête d'anniversaire. La presse de la région de la Ruhr a soigneusement énuméré toutes les formations nazies qui faisaient la haie de la ville de Mülheim jusqu'à la propriété de Kirdorf - il n'y avait pas parmi celles-ci des délégations d'entreprise. Des ouvriers nationaux-socialistes mêmes auraient eu honte de rendre leurs hommages à ce vieil archi-réactionnaire. Quant à Hitler, il a passé 3 heures en visite chez Kirdorf.

Le mécontentement est généralement connu.-----

chefs régionaux sur l'état d'esprit dans les entreprises. Les administrations régionales qui doivent transmettre ces rapports à Berlin, ne veulent pas de renseignements véridiques, ils veulent des renseignements favorables et ont donc donné l'instruction de ne pas mentionner les choses défavorables.

Un ouvrier avait écrit au "Ruhrarbeiter", le journal hebdomadaire du Front du travail d'Allemagne occidentale que les rapports fournis par les permanents du "Front du travail sur l'état d'esprit dans le peuple, ne répondent souvent pas à la vérité. Tout ce que la rédaction a su répondre était qu'il était inutile de parler de l'effervescence dans les entreprises car " le mécontentement sensible auquel donnent lieu ci et là la disette de graisse et la hausse du coût de la vie, qui a heureusement pu être arrêtée à présent, est si généralement connu qu'un permanent n'a plus besoin d'en parler dans ses rapports " (3ème numéro de mars 1937,

(I.T.F.) Les représentants du Front du Travail dans les entreprises doivent régulièrement rapporter à leur

Les fusils pourraient bien être retournés.-----

retourner les armes contre le régime détesté. C'est pourquoi elle tâche de ne pas inclure dans l'armée ces éléments. Les autorités de plusieurs districts militaires ont par conséquent exclu du service dans l'armée les ouvriers et employés ayant dû subir une peine de prison ou de camp de concentration pour activité anti-fasciste considérée comme "haute trahison". Dans un certificat d'expulsion officiel, il est déclaré que l'incriminé est expulsé du service militaire en temps de paix (!).

(I.T.F.) La dictature nazie craint qu'à un moment donné les ennemis de l'Etat incorporés dans l'armée pourraient re-

Les Nazis contre les ouvriers du bâtiment.-----

bâtiment ainsi que les contrats régionaux édictés ensuite par les différents commissaires au travail (dans les premières semaines de 1937) méritent une attention spéciale; ce complexe de contrats est en effet la première tentative de la dictature nazie de régler selon des normes centralisées les salaires et conditions de travail d'une catégorie ouvrière importante. A côté des ouvriers agricoles, les ouvriers du bâtiment forment à présent la catégorie professionnelle la plus importante à cause des innombrables travaux de fortifications et de construction d'aérodromes. En été 1936 l'industrie du bâtiment, ainsi que les industries qui en dépendent, occupaient plus de 2 millions d'ouvriers, compagnons et apprentis contre 666.000 en 1933. (Bulletin hebdomadaire de l'institut pour l'étude des conjonctures, septembre 1936). La grande majorité des deux millions d'ouvriers du bâtiment est occupée dans l'exécution de travaux publics, la plupart du temps des travaux de fortification, constructions d'aéroports, casernes, de villas pour les officiers et de palais pour les bonzes. Les constructions financées au moyen de subventions directes et indirectes constituaient en 1936 de 70 à 80% de l'activité totale du bâtiment; les travaux publics proprement dits, 67,5%. (Der deutsche Volkswirt, du 29 janvier 1937). Ces travaux publics ne sont que rarement exécutés en régie directe; la plupart du temps ils sont adjugés à des entrepreneurs qui empochent un joli bénéfice.

(I.T.F.) Le contrat type imposé le 26 novembre 1936 par le commissaire spécial pour l'industrie allemande du

Les contrats de travail sont dictés par des fonctionnaires publics appelés commissaires au travail. On peut donc admettre que chacun de ces contrats reflète l'esprit de la politique nationale-socialiste. Dans l'industrie du bâtiment c'est l'Etat qui fait les principales commandes. Le régime des contrats collectifs pour les ouvriers du bâtiment allemands permettait par conséquent spécialement bien la réalisation des buts de la politique sociale nazie. Quel en a été le résultat? Les vœux des plus réactionnaires parmi les entrepreneurs du bâtiment, ont été réalisés. Alors que l'industrie fait des bénéfices considérables grâce à la conjoncture des armements, les salaires des ouvriers sont généralement déprimés jusqu'au niveau le plus bas depuis l'inflation (1923).

Le contrat-type dicté par le commissaire spécial (voir plus haut) réalise pour les employeurs un désir pour lequel ils ont mené depuis 14 ans une lutte acharnée. Depuis 1918 ils ont remué ciel et terre pour obtenir la suppression de la journée de 8 heures, introduite après l'effondrement de l'Empire. Dès 1924, ils avaient dénoncé le contrat-type national dans l'industrie du bâtiment afin de pouvoir introduire des heures de

travail plus longues. Pendant trois ans ils avaient refusé d'en signer un nouveau à moins que l'organisation syndicale libre ne se déclare d'accord avec la journée de 10 heures. L'organisation syndicale toutefois n'y songeait pas; elle maintenait strictement le principe des huit heures refusant d'accepter une transgression régulière et obligatoire de la semaine de 48 heures. C'était grâce à l'organisation rigoureuse des ouvriers du bâtiment qu'après trois années de situation sans contrat 25% seulement des ouvriers syndiqués ayant du travail devaient faire plus de 48 heures. A cette époque 27% toutefois des ouvriers du bâtiment syndiqués étaient sans travail. Aujourd'hui cependant que le travail abonde dans l'industrie du bâtiment, les employeurs ont atteint leur but: la journée de huit heures a été écartée. Le nouveau contrat-type n'autorise pas seulement les employeurs à faire travailler 10 heures par jour "dans des cas urgents" (art.3) mais aussi à trancher eux-mêmes la question de savoir si un cas est "urgent" et il leur permet en outre (art. 2) de faire compenser les heures fournies en moins dans une période de 8 semaines par un travail supplémentaire ne donnant aucun droit à compensation. Il est uniquement interdit qu'un ouvrier du bâtiment soit obligé de faire auprès d'un même employeur plus de 384 heures de travail par période de 8 semaines. La répartition de ces heures dépend tout à fait du bon vouloir de l'employeur.

Même pour les heures supplémentaires pour lesquelles un supplément est dû, ce supplément est rarement payé. Les commissaires au travail facilitent aux entrepreneurs d'exiger des heures de travail excessives. La loi sur l'ordonnance du travail de 1934 stipule le paiement d'une "indemnité raisonnable" de 25% pour les heures supplémentaires. Les commissaires régionaux ont déprimé ce supplément-- selon la grandeur de l'influence des entrepreneurs nazis-- jusqu'à 20% (à Berlin, Brandebourg, Silésie), 15% (Prusse orientale) ou 12% (provinces rhénanes). Suivant l'ancien contrat-type les indemnités pour travail de nuit ne devaient être payées qu'à partir de 20 heures, à présent seulement à partir de 22 heures. De nombreuses indications de travailleurs ainsi que les constants avertissements des commissaires permettent de conclure que très souvent on ne paie ni indemnités pour heures supplémentaires ni pour travail de nuit.

Les salaires ont été établis par district ainsi que cela s'est toujours pratiqué dans le bâtiment allemand. On aurait pu supposer que les commissaires nantis de pouvoirs dictatoriaux auraient unifié les salaires, car jamais encore tant d'ouvriers n'ont été occupés loin de leur lieu d'habitation. Il n'en est rien. Pendant les années allant de 1930 à 1933 les tentatives d'aviilissement des salaires ont pu être écartées ou atténuées selon la puissance des syndicats locaux et la situation économique dans la région en cause. Jusqu'à la fin de l'automne 1932 la résistance des travailleurs du bâtiment était ébranlée. Ces luttes donnèrent lieu à une curieuse différenciation des salaires d'un lieu à l'autre. Cette différenciation a en général subsisté; les Nazis se sont bornés la plupart du temps à la "geler". C'est ainsi que les ouvriers du bâtiment ont aujourd'hui encore, grâce à l'action des syndicats, dans certaines localités, des salaires plus élevés que dans des localités voisines où le coût de la vie est le même. \* officiel

Tout en maintenant ces écarts, le niveau des salaires des ouvriers du bâtiment a été déprimé \*) au-dessous du niveau de la pire année de la crise, 1932. Par un mouvement digne de respect, les ouvriers avaient su, jusqu'en 1930, arracher un relèvement de 70 à 80% des salaires de famine de l'année de stabilisation, 1924. Aujourd'hui-- bien que même l'indice du coût de la vie peu digne de confiance, accuse une hausse en comparaison de 1924 et que grâce à la conjoncture des armements, le nombre des ouvriers occupés dépasse de 15% le chiffre de l'année de prospérité, 1928, on ne paye plus (à l'exception de la Prusse orientale) que les salaires en vigueur en 1924/25. En Prusse orientale où de nombreux ouvriers d'Allemagne occidentale sont occupés à des travaux de terrassement, les tarifs sont environ du niveau de 1926/27. Dans bien des régions toutefois, les taux sont inférieurs à ceux pendant l'inflation. A Bad Kreuznach, par exemple, où un maçon touchait encore en 1924, 78 pfennigs l'heure, il ne reçoit plus que 71 pfennigs, le salaire des ouvriers auxiliaires ayant été ramené de 67 à 59 pfennigs et celui des ouvriers terrassiers de 67 à 57 pfennig. Avec cela les salaires peuvent pour la moitié être payés en nature (art.5 du nouveau contrat-type).

Les réductions ouvertes des Nazis se situent généralement dans les deux premières années du troisième Reich; plus tard la brusque hausse du

\* voir le tableau ci-après

coût de la vie et la disette de vivres fait qu'il devient trop risqué d'imposer ouvertement des réductions ultérieures des salaires. On eut alors recours à des méthodes indirectes: transferts de lieux de résidence dans des échelles de salaires plus basses, subdivision des échelles, diminution ou suppression des allocations.

Cette vague de réductions dut prendre fin avec l'extension des travaux de fortification. En Prusse orientale (à partir de 1933), en suite (surtout depuis 1935) en Allemagne occidentale et dans les régions près de la frontière tchécoslovaque et polonaise il devint nécessaire d'embaucher pour les travaux de fortification des dizaines de milliers d'ouvriers de provinces éloignées. Attendu que ces ouvriers ne gagnaient pas assez pour pouvoir s'entretenir, eux et leur famille, les municipalités étaient obligées de venir en aide aux familles. Or, ces municipalités, généralement en banqueroute, protestèrent et elles obtinrent de la part des employeurs du bâtiment le paiement d'indemnités "d'éloignement", remboursées par le Reich. Ceci permit aux municipalités de réduire les secours aux familles ouvrières. Leur situation financière en profita mais non pas celle des familles des ouvriers du bâtiment.

Vu que toutefois les municipalités continuaient à avoir à payer des secours considérables, on fixa dans plusieurs districts, à mesure que les travaux de fortification augmentaient, un taux minimum pour les ouvriers occupés aux travaux de terrassement, par exemple en Silésie d'abord (décembre 1936) 45 pfennigs et ensuite (début de 1937) 48 pfennigs l'heure. Le mouvement des salaires dans les villes de Kiel et de Dessau indique à quel point l'emploi d'ouvriers d'autres localités et les égards dus ainsi aux finances municipales, a influencé la politique des salaires. Dans le port de guerre de Kiel le salaire des maçons put être réduit (en 1935 déjà) d'un pfennig l'heure; à Dessau il y eut, vu l'essor de l'industrie de la construction d'avions, deux augmentations successives par un reclassement de la municipalité. Malgré cela les salaires à Dessau se trouvent encore à l'heure qu'il est au-dessous des taux de 1925. Dans la Sarre, nous voyons quelque chose d'approchant: une fois que les principaux travaux militaires étaient terminés et que les ouvriers du bâtiment de la Sarre étaient envoyés dans d'autres régions les salaires des contre-maîtres et chefs terrassiers étaient réduits de 10% (en décembre 1936).

Officiellement les contrats garantissent des taux minima à tous les travailleurs mais on sait que les Commissaires au travail ont le droit de faire des exceptions pour certains chantiers, voire pour certains ouvriers et employés. On use souvent de ce droit. Les quelque 300 tarifs spéciaux encore en vigueur sur certains chantiers déterminés continuent à exister malgré les contrats généraux; des nouveaux tarifs spéciaux ont déjà été établis. Les contrats régionaux dans l'industrie du bâtiment ne donnent par conséquent que des directives générales, ils ne donnent pas une image des tarifs réellement en vigueur et encore moins des salaires réellement payés, car on ne peut que dans chaque cas séparément constater si l'employeur se soucie des tarifs. Il n'existe plus de "délégués au bâtiment" élus par les travailleurs et chargés de surveiller le respect des contrats.

On dit aux ouvriers allemands du bâtiment que leurs salaires ne peuvent pas être majorés vu que toute augmentation rend le réarmement plus coûteux. Les ouvriers voient que ce dont on les prive est rendu doublement et triplement aux employeurs. Les bénéfices des entrepreneurs en bâtiment s'accroissent. Les cours des actions cotés à la bourse de Berlin ont monté de février 1933 à janvier 1937 de largement 100%. Le bénéfice net des 24 entreprises de bâtiment considérées comme représentatives par le "Deutsche Volkswirtschaft" (2ème numéro de juillet 1936) a monté de 1934 à 1935 de 47%. Les résultats d'exploitation rendus publics des six principales entreprises allemandes accusent des accroissements formidables de 1932 à 1935:

chez Ph. Holzmann ils augmentèrent de 320% pour atteindre le chiffre de 39,81 millions de marks; en une année les bénéfices se sont élevés à trois fois le capital en actions!

chez Hochtief à Essen ils ont monté de 660% pour atteindre le chiffre de 28,89 millions. Cette société dont le directeur général est vice-président de la section des ouvriers du bâtiment du Front allemand du travail a gagné en une année, quatre fois son capital en actions!

chez Jul. Berger (terrassment) les résultats d'exploitation ont monté de 1932 à 1935 de 745%,

chez la Compagnie générale du bâtiment à Lanz de 255%

chez Grün et Bilfinger les résultats d'exploitation ont monté de 366% pour atteindre un montant de 30,32 millions de marks. En une année les bénéfices se sont élevés à neuf fois le capital en actions!

Dans le Troisième Reich de la communauté populaire les salaires des ouvriers du bâtiment sont déprimés; les bénéfices des employeurs montent de façon vertigineuse!

----

Les salaires horaires 1) contractuels dans l'industrie allemande du bâtiment baissèrent d'août 1932 au début de 1937 2) dans la mesure suivante:

	Maçon		Charpentier		Ouvrier auxiliaire		Ouvr. terrassier	
	Pfennigs de	Pfennigs à	Pfennigs de	Pfennigs à	Pfennigs de	Pfennigs à	Pfennigs de	Pfennigs à
Berlin 3)	109	108	109	108	90	90	72	72
Hambourg 3)	111,9	110	113,9	110	91	91	73	73
Kiel 4)	91	91	93	91	76	76	62	62
Schwerin,								
Rostock,	84	83	--	--	69	69	56	56
Hanovre	95	92	95	92	79	76	70	64
Brême	96	94	96	94	80	78	76	74
Brunswick	93	88	--	--	77	73	68	62
Dortmund et								
Duisbourg, Bochum								
Essen etc.	90	85	93	88	75	71	61	61
Bielefeld	93	85	93	88	77	71	66	61
Crefeld	89	88	--	--	74	71	--	--
Dusseldorf	92	87	--	--	76	72	66	60
Cologne	92	87	95,1	90	76	70	66	60
Aix-La-Chap.	78	78			65	62		
Mannheim	92	88	92,3	88	76	73	70	64
Heidelberg	90	84	--	--	--	--	69	64
Stuttgart	92	89	92	89	76	74	70	68
Ludwigshafen	92	88	--	--	76	73	--	--
Munich	97	95	97	89	80	79	74,1	73
Nuremberg	97	94	97	89	80	78	--	--
Augsburg	96,7	92			80	76	74	70
Leipzig	98	96	98,5	96,5	82	80	77	74
Dresden	96	94	96,5	94,5	80	78	75	72
Chemnitz	91	89	91,5	89,5	75	73	70	67
Plauen	91	86	91,5	87,5	75	71	70	65
Magdebourg	89	87	89,9	87	74	72	64	62
Halle	88	87	88	87	73	72	--	--
Erfurt	87	85	87	85	74	72	--	--
Breslau	92	89	92	89	76	73	64	62
Hindenburg O/S	71	70	71	70	59	57	--	--
Stettin	94	86	95	87	77	73	60	60
Stargard	82	76			67	66	--	--
Konigsberg	90	89	90	89	75	74	--	--

- 1) Taux horaires comprenant le plus souvent une indemnité pour outils convenus en 1932 par accord entre employeurs et syndicats. Pour 1937 imposés par le commissaire au travail.
- 2) Pour 1932 basés sur l'enquête officielle d'août 1932 sous le cabinet von Papen ( Vierteljahrsheft zur Statistik des deutschen Reichs 1933). Vu la publication incomplète des résultats de cette enquête il y a des lacunes dans le tableau. Pour 1937 les contrats dictés par les commissaires régionaux ( publiés dans le registre officiel des tarifs). Pour Hesse (Francfort s/M) il n'y a pas encore de contrat.
- 3) Il convient d'en tenir compte que par la hausse du coût de la vie et les retenues pratiquées dans une mesure accrue par le Troisième Reich chaque mark de salaire est au fond dévalué de 30 à 35%.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISMEUn appel aux marins et  
bateliers allemands.--

(I.T.F.) Un manifeste faisant appel à la solidarité active avec les combattants républicains espagnols circule

ces dernières semaines parmi les équipages de tous les navires allemands

"Il est notre devoir d'empêcher tous les transports de matériel de guerre! ..... Examinez et scrutez avec le plus d'attention possible le contenu de chaque chargement sans tenir compte du lieu de destination de la cargaison. L'adversaire tâche de bluffer de toutes les manières!

....

Chaque navire en partance d'un port allemand est suspect. Suspecte est aussi chaque cargaison chargée dans un port allemand.

Chaque marin, chaque chauffeur, chaque maître d'hôtel, le personnel du pont et de la machine doit surveiller en contact étroit avec les ouvriers du port, tout ce qui est chargé à bord.

Vérifiez ensemble ce qui se trouve dans les caisses! Ne vous laissez pas induire en erreur par certaines inscriptions!....

Dès votre arrivée dans un port de l'étranger attirez sur chaque cargaison suspecte l'attention des groupements de marins allemands de l'I.T.F. ou des organisations de dockers et de marins adhérentes à l'ITF. De là seront alors prises toutes les mesures nécessaires.....

Les camarades espagnols en lutte, les marins allemands qui combattent dans les colonnes internationales sur le front en Espagne, attendent de vous que vous fassiez votre devoir!"

Une réunion récalcitrante  
de marins à Hambourg.-----

(I.T.F.) On veut avilir le contrat dans la navigation maritime allemande. Fidèles à la méthode introduite en au-

tomne 1936, les Nazis veulent afin de prévenir un mouvement de résistance faire retomber sur les marins mêmes la responsabilité des avilissements. C'est pourquoi le 19 mars le commandement de tous les bateaux ayant fait escale dans le port de Hambourg devait "soudainement" envoyer à la "Maison du travail allemand" un "représentant" des trois personnels navigants. Lorsque le commissaire spécial pour la navigation allemande ouvrit la réunion à trois heures de l'après-midi une centaine de personnes étaient présentes dont 9 en uniforme. L'ordre du jour de cette réunion si brusquement convoquée, comportait l'examen des propositions pour un nouveau contrat de salaires.

La réunion se déroula d'une manière décevante pour les armateurs et les Nazis. Les armateurs demandaient la suppression du jour de congé qui leur coûtait--prétendaient-ils-- 9 millions de marks par an. C'était là une dépense trop lourde malgré les importantes subventions de l'Etat.

On reprocha aux marins que seuls les armateurs avaient fait des propositions achevées. Le commissaire spécial au travail qui sait fort bien que depuis 1933 le Front allemand du travail n'a organisé aucune réunion publique de marins où l'auditoire aurait toute liberté de parole et que par conséquent la grande masse des marins n'avait pas eu la possibilité de discuter légalement des propositions relatives à un nouveau barème de salaires, voulait démontrer aux marins que le Front du travail ne fait rien pour eux et qu'ils en sont réduits à son aide et au bon vouloir des armateurs. Cette tentative d'intimidation n'eut pas l'effet voulu. Les marins allemands savent depuis longtemps que le Front du travail ne se préoccupe que du bien-être des bonzes et de la propagande nazie; ils savent aussi qu'à l'heure actuelle on a besoin de marins vu l'expansion rapide de la flotte de guerre. Les marins choisis pour prendre part à la réunion protestèrent de manière unanime contre les prétentions patronales.

Quelque peu énervé, le Commissaire parla de la revendication toujours répétée des marins de voir augmenter leurs salaires. Un délégué des armateurs déclara que les hommes mariés pourraient à la rigueur obtenir une petite augmentation. Lorsque ensuite un marin émit la proposition de revenir aux taux payés en 1929 au moment des syndicats "marxistes" le commissaire coupa court en disant qu'il n'appartenait pas à cette réunion de trancher si les salaires seraient oui ou non majorés. D'autres autorités avaient ce droit. Les représentants nazis étaient visiblement étonnés de la ferme attitude des marins. Ils n'avaient plus compté sur une résistance sérieuse, après 4 ans de régime et sousestimé l'activité des syndicats clandestins de marins de l'I.T.F.!